

Ecole et discrimination : une frontière intérieure

La reconnaissance officielle par le gouvernement français de l'existence de discriminations ethnico-raciales, en 1998, s'est faite avant tout sur l'accès à l'emploi. On peut voir à cela au moins six raisons. Premièrement, après plus de vingt ans de réponse au chômage de masse par l'insertion professionnelle, les politiques publiques sont surdéterminées par cette approche. L'école publique, elle aussi, a été incitée à se rapprocher de l'entreprise en adaptant les élèves à ses normes, et en développant « dispositifs d'insertion » et autres « périodes de formation en entreprise ». Deuxièmement, l'impulsion européenne en faveur de l'action anti-discriminatoire a largement porté sur le champ de l'emploi et du travail, engageant syndicat et patronat dès 1995 à travers la déclaration de Florence, relayée en France en 1999 par la déclaration de Grenelle. Troisièmement, les travaux sociologiques qui ont contribué à affirmer cette problématique ont exclusivement porté sur l'accès à l'emploi, et parfois sur le « racisme au travail »¹, ainsi que les pratiques syndicales ou celles des « intermédiaires à l'emploi » face aux discriminations. Cette orientation a été renforcée par une commande publique sur cette question principalement organisée autour de la Direction de la formation et de l'emploi du FAS-FASILD et de la DPM.² Quatrièmement, l'ouverture de cette question concernant l'emploi s'inscrit dans un contexte général de glissement néolibéral des politiques publiques vers l'entreprise, celle-ci prenant une place de plus en plus directe et imposante dans l'orientation des politiques publiques. Cela est manifeste dans la promotion des notions de « diversité » ou d'« égalité des chances », depuis 2002, au détriment d'une logique de droit et d'égalité de traitement.³ Cinquièmement, à défaut de pouvoir mesurer statistiquement la discrimination, sa mise en scène publique s'est faite en grande partie par la démonstration d'un surchômage ou par l'enregistrement des difficultés *d'accès à...* Cette logique reprend et étend la stratégie médiatique d'associations antiracistes qui ont fait du thème de l'accès aux boîtes de nuit leur cible communicationnelle. Sixièmement, le regard prioritairement porté sur l'entreprise est fonctionnel. Il permet d'atténuer la difficile question du décalage entre les « valeurs républicaines » d'indifférence aux différences et la réalité des pratiques faisant une large part aux critères ethnico-raciaux, notamment. Paradoxalement peut-être, le mythe de l'école sanctuarisée se maintient en partie par ce déplacement du regard vers l'entreprise.

¹ Nous pensons notamment aux travaux de l'URMIS, de l'INED, du CADIS, de l'IS CRA, de l'IRES.

² Fonds d'action sociale ; Direction de la population et des migrations.

³ NOËL O., DUKIC S., *Etat des lieux de la connaissance et réflexion problématique. L'engagement des élus et des collectivités territoriales contre la discrimination. Note de synthèse*, IS CRA, septembre 2006 ; DHUME F., SAGNARD-HADDAOUI N., *La discrimination raciale à l'emploi. Une synthèse problématique des travaux*, IS CRA, avril 2006.

Une frontière du problème qui dédouane l'école ?

Tout se passe comme si l'école était moins concernée, justifiant son retrait dans la reconnaissance du phénomène. De fait, l'action de l'institution scolaire se caractérise par un double défaut : d'autorisation à agir contre la discrimination, et d'empêchement des processus d'ethnisation.⁴ Trois effets se conjuguent pour *extérioriser* la question.

1) La discrimination est traitée comme phénomène se situant à la frontière, entre dedans et dehors. En cherchant la discrimination dans *l'accès* à un droit ou à un lieu, on dédouane l'école d'un examen de ses propres pratiques. Le principe de « l'école obligatoire » se transforme en justification : « l'école accueille tout le monde ». La banalisation de la sélectivité interne de l'école va de pair avec une focalisation sur la sélectivité externe de l'entreprise. C'est ainsi que la thématique de « l'accès aux stages » est apparue, et a été confondue dans un problème de recrutement - autorisant de retourner la question des pratiques sélectives en problème d'insertion des élèves.⁵ L'obligation d'accueil de tous - récemment renforcée pour les enfants « handicapés » - ne règle pourtant pas la question de savoir comment s'organise en pratique la différenciation au sein du système scolaire. Des logiques discriminatoires ont ainsi toutes les chances de se prolonger à défaut d'une action sur les processus de production des frontières intérieures de la *normalité*⁶ scolaire.

2) La représentation de l'école est organisée par un ensemble de croyances qui maintiennent la représentation du phénomène au-delà des frontières scolaires. On veut croire que les normes morales de « l'école républicaine » et les procédures formelles font la réalité des pratiques : les valeurs républicaines excluraient l'usage de critères ethniques ; la neutralité professionnelle évincerait les opinions et affects des agents ; l'informatisation de l'orientation scolaire empêcherait le jeu de critères subjectifs ; etc. La croyance dans la sanctuarisation de l'école produit l'illusion que ses frontières seraient étanches et constitueraient un barrage efficace à des débordements toujours pensés comme extérieurs.

3) Une troisième ambiguïté organise la perception de la discrimination raciale. Celle-ci est confondue avec la pensée raciste, comme en témoignent par exemple les programmes d'enseignement en éducation civique. On traite le problème en termes moraux, contribuant à maintenir sur cette question un intense tabou. Cela permet de réduire l'ampleur supposée du problème à d'exceptionnels « individus racistes » ou à des pratiques accidentelles, bref, à un « défaut de professionnalisme ». Ce à quoi l'institution répond en prescrivant des normes morales, et donc en renforçant le tabou et la culpabilité. Or, les agents qui ont des pratiques discriminatoires agissent fréquemment, si ce n'est sans s'en rendre compte, du moins en pensant *bien faire* leur travail. L'exemple du caractère coproduit de la discrimination⁷ est désormais classique : un enseignant qui veut placer un élève en stage mais rencontre une demande dis-

⁴ LORCERIE F., « La non-lutte contre les discriminations dans l'école française », in *Hommes & Migrations* n°1246, 2003.

⁵ DHUME F., « L'école face à la discrimination raciale et au racisme : les logiques d'une inaction publique », à paraître.

⁶ GOFFMAN E., *Stigmates. Les usages sociaux du handicap*, éd. De Minuit, 1975.

⁷ NOËL O., « Intermédiaires sociaux et entreprises : des coproducteurs de discrimination ? », in *Hommes & Migrations* n°1219, mai-juin 1999, pp.5-17.

criminoire de l'entrepreneur (« pas de X ») peut éviter d'envoyer les élèves supposés « du groupe X » dans l'intention de les protéger d'une expérience de la discrimination. En imaginant être protecteur, non seulement le professionnel s'expose lui-même à de lourdes sanctions pénales⁸, mais en outre, il prolonge et coproduit la discrimination, exonérant au final l'entrepreneur de sa responsabilité.

Une discrimination intégrée et intériorisée

La discrimination n'est pas exogène ni extérieure à l'école : elle est d'abord à l'intérieur. Elle y prend des formes diverses, généralement adaptées et intégrées au fonctionnement scolaire. Sans en dresser un tableau exhaustif, notons qu'elle se retrouve à différents niveaux : dans les interactions éducatives, dans l'orientation scolaire, dans l'accès aux stages, dans la vie sociale des établissements, dans les pratiques et les stratégies des élèves...

Au niveau de la gestion éducative, par exemple, les critères ethniques peuvent jouer dans l'organisation : composition des classes, distribution dans l'établissement...⁹ L'affectation locale des enseignants aux établissements ou aux classes jugés « sensibles », voire au suivi individuel des élèves, peut intégrer la catégorisation ethnique, au motif d'une supposée meilleure prise en compte des singularités.¹⁰ Dans le face à face pédagogique, la distribution de la parole ou des responsabilités au sein de la classe peut donner lieu à des discriminations micro-interactionnelles, comme cela a été observé en matière de genre.¹¹ Les professionnels le reconnaissent, et les élèves le ressentent intensément : on s'adresse parfois aux individus différemment selon l'origine ou la religion qu'on leur impute, par exemple par crainte d'une « victimisation ». Cela est aussi la conséquence d'une ethnicisation des normes comportementales : la figure du « mauvais élèves » coïncide souvent avec des attributs ethno-raciaux ou des critères de sexe. Des familles, mais aussi des enseignants témoignent de pratiques de forçage d'orientation vers des filières dégradées : on exerce une plus grande pression sur le public captif de l'école, pour l'orienter prioritairement vers des filières, des secteurs ou des établissements que les stratégies familiales rejettent.¹² Face à cette ethnicisation du marché scolaire local, des chefs d'établissements tentent d'infléchir la réputation en rendant invisible le public stigmatisé : l'un organise une journée porte-ouverte lorsque les élèves-stigmatisés sont absents, l'autre n'en organise pas, préférant une communication à distance, etc. Du côté des stages en entreprise, on observe que les places et les tâches sont fréquemment ethnicisées, et qu'il y a du racisme au travail. L'expression « un travail d'arabe », qui circule entre l'école et l'entreprise, témoigne de l'existence partagée de jugement disqualifiants fondés sur

⁸ La discrimination conditionnant l'accès à un stage est punie de 3 ans de prison et 45.000 euros d'amende (article 225-1 et 2 du Code pénal) ; cette sanction est majorée pour un agent du service public à 5 ans de prison et 75.000 euros d'amende.

⁹ PAYET J.-P., *Collèges de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*, Méridiens Klincksieck, 1995.

¹⁰ DHUME F., SAGNARD-HADDAOUI N., *La discrimination, de l'école à l'entreprise. La question de l'accès aux stages des élèves de lycée professionnel en région Lorraine*, ISCR-Ést, 2006.

¹¹ ACHERAR L., « Filles et garçons à l'école maternelle », DRDF Languedoc-Roussillon, juin 2003.

¹² VAN ZANTEN A., « Une discrimination banalisée ? L'évitement de la mixité sociale et raciale dans les établissements scolaires », in Fassin D., Fassin E. (dir.), *De la question sociale à la question raciale ?*, La Découverte, 2006.

des représentations racisées - cette expression signifiant tout à la fois travail subalterne et travail mal fait. En cas de discrimination répétée, les enseignants privilégient le placement en secteur public ou associatif... ce qui accentue la différenciation, par des stages moins bien considérés voire inadaptés au contenu de la formation. Plus encore, il arrive que des élèves soient conduits à couvrir voire pratiquer la discrimination : en stage de secrétariat en service DRH, on peut se retrouver à présélectionner des CV en fonction de critères raciaux.

De fait, à l'école, on apprend aussi la discrimination. Et, dans un contexte où la parole n'est pas autorisée, on apprend en même temps à cacher cette réalité : on bricole de faux rapports de stage, on se tait sur les discriminations vécues, on oublie certaines dimensions de l'expérience scolaire. Les pratiques des élèves font alors miroir des normes sociales ethnici-sées : la discrimination est intériorisée et reproduite à travers les stratégies d'orientation ou de recherche de stage, etc.

Une interrogation du fonctionnement de l'école

Ce constat général conduit à souligner que l'institution scolaire et ses agents ne sont pas seuls responsables d'une configuration sociale, historique et politique globale. Mais réciproquement, l'école et les pratiques scolaires ne peuvent être exemptées d'une telle analyse. Les pratiques, les cadres, les normes, les organisations de l'école et de son environnement interagissent pour donner et maintenir à la situation son sens discriminatoire, dans un ensemble faisant *ystème*.

Discrimination et ethnicisation à l'école¹³ prennent corps et sens dans la situation scolaire. Cette dernière est traversée par diverses tendances qui accentuent la perméabilité du système scolaire à ces mécanismes de sélection sociale/raciale : la libéralisation du marché scolaire et la compétition entre élèves et entre établissements, participent de déterminer les jeux de distribution des individus et des groupes dans les classes, les filières, les diplômes, les établissements et jusque sur le marché du travail ; L'évolution du travail enseignant dans le sens d'une sélection du public – qui est moins sélectionné en amont que dans son parcours, depuis la massification scolaire¹⁴ - accentue l'importance des des références normatives implicites, parmi lesquels prennent place les critères que le droit rend illicites ; La captivité d'une partie du public et la dépendance des familles immigrées à l'égard de l'administration, mais aussi l'effet des stratégies familiales sur le choix des diplômes, des carrières, ou des établissements contribue à déterminer les hiérarchies sociales et les phénomènes indirectes de discrimination, sans que l'école sache trop comment réguler cela.¹⁵ Il ne pas oublier, non plus, que le maintien de l'idéologie raciste – diffuse et intégrée s'il en est - et de son cortège de préjugés, construits au profit d'une justification et d'une organisation de l'esclavage et de la colonisation, ne

¹³ LORCERIE F. (dir.), *L'école et le défi ethnique. Education et intégration*, ESF/INRP, 2003.

¹⁴ TERRAIL J.-P., *Ecole, l'enjeu démocratique*, La Dispute, 2004.

¹⁵ FELOUZIS G., LIOT F., PERROTON J., *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Seuil, 2005.

se manifestent ni plus ni moins à l'école qu'ailleurs. Par ailleurs les conditions du *travail* scolaire et les injonctions normatives contradictoires de l'institution participent d'expliquer comment l'on donne priorité au placement « à tout prix » en matière de stage, ou dans le remplissage de filières au détriment des souhaits d'orientation du public captif. Etc. Au regard de ces enjeux, qui traversent et façonnent l'école, la frontière de la discrimination apparaît pour ce qu'elle est : intérieure et intériorisée. C'est donc à une analyse de l'intérieur, à une analyse du fonctionnement du système scolaire saisi par les pratiques et les normes, qu'appelle la question de la discrimination à l'école.

Fabrice Dhume
Sociologue, chercheur-coopérant
ISCRA-Est

Cet article est paru dans [Construire des pratiques éducatives locales](#), ouvrage collectif coordonné par Vincent Berthet et Laurence Fillaud-Jirari, éditions Chroniques sociales, 2008